

Les investissements directs des Chinois d'outre-mer en Chine

Wang Dao Nan*

La politique d'ouverture amorcée en Chine en 1979 s'est traduite notamment par la création de différentes formules juridiques qui ont permis aux Chinois de Hong Kong d'y multiplier leurs investissements directs. Après cinq ans d'application de ces textes, la pratique montre que ces investissements ont été très concentrés, tant sur le plan géographique vers les régions côtières, que sur le plan sectoriel vers les activités de service et l'industrie légère. Malgré les aspects positifs de ces apports de capitaux, les investisseurs de Hong Kong semblent plus attirés par les perspectives du marché intérieur chinois et une main-d'œuvre bon marché, que motivés par le souci d'aider la Chine à promouvoir ses exportations ou à acquérir des technologies avancées.

Le recours aux financements extérieurs fait partie de la politique d'ouverture adoptée depuis 1979 par le Gouvernement chinois; celui-ci donne la préférence, d'une part, aux prêts aidés (à long terme et bas taux d'intérêt) que lui accordent certains Etats et les institutions internationales (FMI, Banque mondiale), d'autre part, aux investissements directs. Pour la Chine, ces derniers présentent l'avantage d'impliquer un partage des risques avec ses partenaires ainsi que d'accroître ses chances d'assimiler des techniques modernes et de conquérir des marchés extérieurs.

* Wang Dao Nan est chercheur à l'Institut d'économie mondiale de l'Académie des sciences sociales de Shanghai. Cet article est extrait d'une étude réalisée lors d'un séjour au CEPII en 1986 (document de travail, n° 87-02).

La place des Chinois d'outre-mer dans les investissements étrangers

Jusqu'ici, le rôle des Chinois d'outre-mer¹ dans les courants d'investissements directs en Chine est prépondérant : de 1979 à 1984 le montant total des capitaux étrangers en Chine atteint 4 milliards de dollars, dont 1,3 milliard dans l'exploration du pétrole en mer; sur les 2,7 milliards investis hors du secteur pétrolier, 90 % viennent des Chinois de Hong Kong. Sauf dans le domaine du pétrole offshore dont elles sont absentes, les sociétés de Hong Kong ont ainsi fourni l'essentiel des capitaux étrangers investis en Chine dans le cadre des différentes formules autorisées depuis 1979 : qu'il s'agisse d'entreprises mixtes, d'entreprises à 100 % étrangères (les unes comme les autres constituent des entités juridiques qui ont fait l'objet d'une réglementation détaillée depuis 1979), ou d'entreprises en gestion conjointe (l'absence de textes réglementant ces dernières les rend d'un fonctionnement très souple mais les réserve aux projets d'envergure modeste) (tableau 1). Les autres pays d'Asie du Sud-Est ont encore peu développé leurs investissements directs en Chine, quoique ceux de Singapour (dont la population est à 75 % d'origine chinoise) aient pris récemment leur essor.

TABLEAU 1

Origine des investissements directs en Chine de 1979 à 1984 (contrats signés)

| | <i>En % des capitaux engagés</i> | | |
|--|----------------------------------|--------------------------------|-----------------------------------|
| | Entreprises mixtes | Entreprises à 100 % étrangères | Entreprises en gestion conjointe* |
| Hong Kong | 60,1 | 93,9 | 93,7 |
| Asie du Sud-Est | 4,1 | 3,0 | 2,1 |
| Etats-Unis | 9,3 | 0,6 | 1,3 |
| Japon | 9,5 | 2,5 | 1,9 |
| Autres | 17,0 | — | 1,0 |
| Total | 100 | 100 | 100 |
| Montant des investissements en millions de dollars | 1 367 | 452 | 1 462 |

* Opérations d'un montant supérieur à 1 million de US \$.

Les entreprises mixtes créées par des sociétés de Hong Kong sont nombreuses (830 fin 1984) mais de petite taille : l'apport étranger y est en moyenne de 1 million de dollars, deux fois moins élevé que dans les sociétés mixtes créées par les Américains et les Japonais. Au contraire, la taille des entreprises dans lesquelles ils détiennent 100 % du capital est relativement grande (6 millions de dollars) : il s'agit le plus souvent de projets immobiliers et hôteliers. La nature des entreprises en gestion conjointe et leur multiplication rapide empêchent que l'on en ait un suivi

1. Ce vocable désigne, suivant l'usage, les quarante millions de personnes d'origine chinoise vivant hors de Chine, y compris celles qui vivent à Hong Kong. La quasi totalité d'entre elles ont la nationalité de leur pays d'accueil.

précis. Une enquête menée en 1983 sur les entreprises en gestion conjointe dont le capital dépasse 1 million de dollars confirme là aussi la prépondérance des opérations de Hong Kong. La souplesse de la formule la rend particulièrement adaptée au développement de la coopération industrielle dans des secteurs comme le textile, et notamment à des opérations de délocalisation en Chine de certains stades de production requérant beaucoup de main-d'œuvre.

Aux formes classiques d'investissements directs s'ajoutent des modalités spécifiques de transferts de capitaux des Chinois d'outre-mer en Chine. Nombre d'entre eux ont gardé des attaches avec leur pays d'origine et effectuent des envois de fonds, dont une partie est utilisée par leurs parents résidant en Chine pour créer des entreprises; des estimations officielles (sans doute minimales) chiffrent leur capital à 300 millions de dollars, soit un montant équivalent à plus du dixième des investissements directs des Chinois d'outre-mer en Chine.

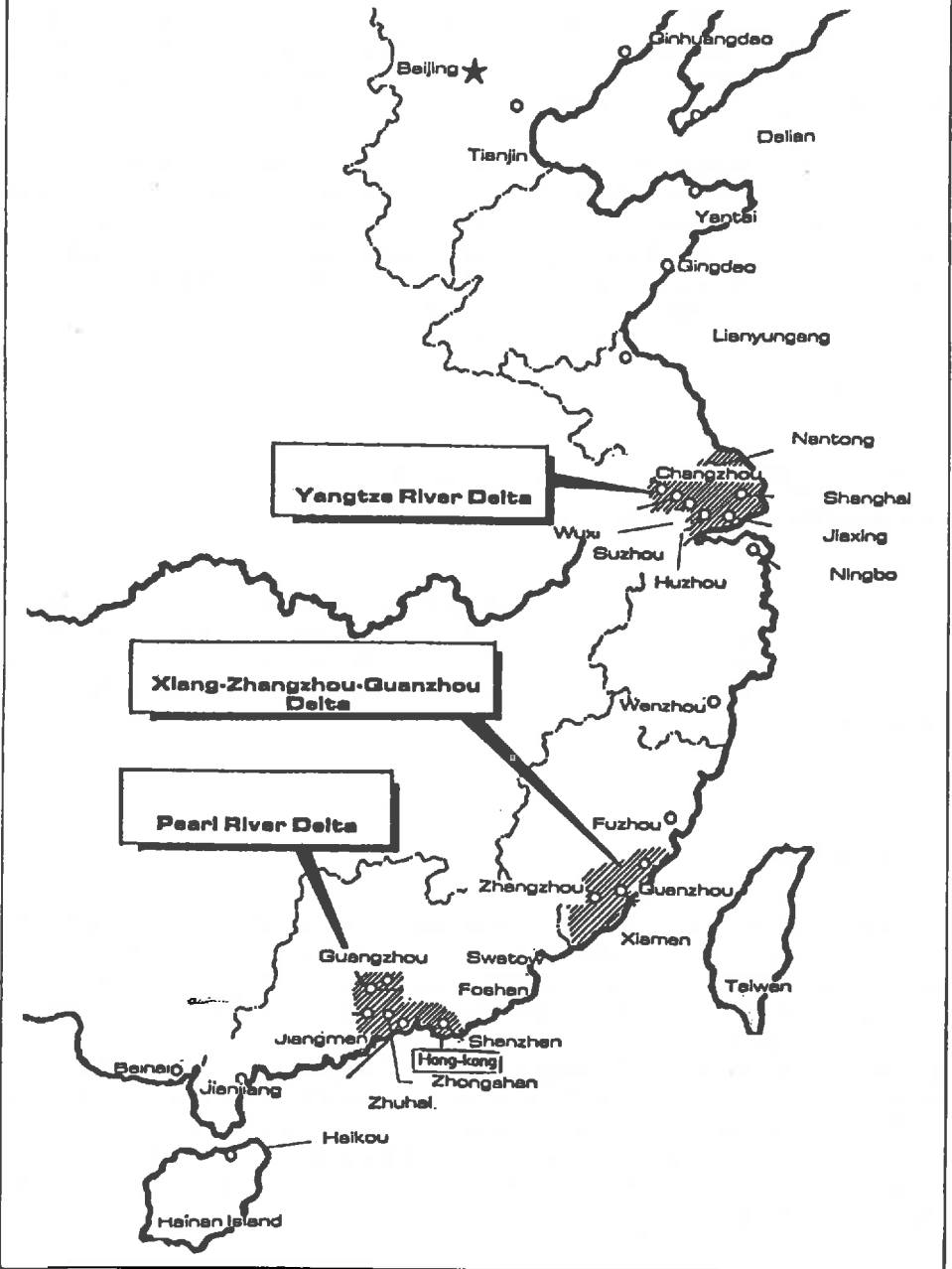
Analyse géographique et sectorielle des investissements des Chinois d'outre-mer

La somme des investissements réalisés par Hong Kong depuis 1979 (2,4 milliards de dollars, soit 7 milliards de yuans au taux de change courant) représente environ 1,4 % de l'ensemble des investissements internes effectués en Chine de 1981 à 1984; si l'on considère les seules régions côtières, leur contribution est sensiblement plus élevée (environ 5 %).

Localisation

En effet, si toutes les provinces chinoises, sauf le Tibet, ont accueilli des investissements de Hong Kong, ceux-ci se concentrent pour plus des deux tiers dans les régions côtières, principalement dans les deux provinces du Guangdong (49 %) et du Fujian (8 %), et dans les quatorze villes côtières « ouvertes » (carte). L'importance des investissements dans les provinces du Guangdong et du Fujian s'explique par leur proximité géographique de Hong Kong et les mesures incitatives qu'ont prises les autorités locales. Si l'on restreint l'analyse à la création de sociétés mixtes qui représentent la forme d'investissement la plus élaborée, on constate cependant que les grandes métropoles économiques que sont Pékin (Beijing), Tientsin (Tianjin) et Shanghai, ont attiré en 1984 une fraction notable des capitaux (respectivement 27 %, 4 % et 9 %).

Les zones économiques ouvertes sur la façade maritime de la Chine



D'après « China market », n° 6, 1985.

Secteurs d'investissements

L'analyse d'un échantillon de contrats de création d'entreprises mixtes signés en 1984 montrent que l'essentiel des investissements de Hong Kong se dirige vers le secteur tertiaire. L'hôtellerie à elle seule accapare plus de la moitié des investissements effectués dans les régions côtières; les autres services, pour la plupart destinés aux hommes d'affaires et aux touristes (comme les restaurants, les compagnies de taxi), comptent pour un cinquième. Ces secteurs en effet assurent aux investisseurs étrangers une récupération rapide du capital et présentent pour les deux parties l'avantage d'être largement « autofinancés » en devises étrangères (tableau 2).

TABLEAU 2

Investissements de Hong Kong dans des entreprises mixtes des provinces côtières (contrats signés en 1984)

| | <i>En pourcentage</i> |
|-----------------------------------|-----------------------|
| Agro-alimentaire | 6,9 |
| Textile | 2,8 |
| Cuir | 0,3 |
| Electronique | 4,6 |
| Chimie, matières plastiques | 2,0 |
| Métallurgie | 0,6 |
| Mécanique | 5,2 |
| Autres industries | 4,1 |
| Hôtellerie | 51,3 |
| Autres services | 20,3 |
| Non ventilé | 1,9 |
| Total | 100 |
| Montant en millions de dollars US | 587,5 |

Les investissements dans l'industrie concernent principalement trois branches : l'agro-alimentaire, la mécanique et l'électronique. La coopération industrielle se développe surtout jusqu'à présent avec les régions chinoises les plus proches de Hong Kong (opérations de délocalisation) et elle est encore peu engagée avec les plus grands centres industriels chinois (Beijing, Tianjin, Shanghai).

Centrés sur les services et l'industrie légère, les capitaux des Chinois d'outre-mer ignorent jusqu'ici les secteurs industriels « lourds » que sont l'énergie, l'exploration offshore, la métallurgie. Un changement pourrait s'amorcer avec les projets de construction près de Hong Kong d'une centrale nucléaire et d'une centrale thermique, et à Ningbo (sur la côte de la province du Zhejiang) d'un grand complexe sidérurgique.

Un bilan

Effets positifs

La politique d'appel aux capitaux des Chinois d'outre-mer peut se prévaloir de succès certains dans la mesure où elle a réussi à capter un flux croissant d'investissements directs de sociétés de Hong Kong et où ceux-ci prennent un rôle important dans l'ouverture économique de la Chine : la coopération avec Hong Kong dans le secteur textile a déjà permis à la Chine de diversifier sa production et d'améliorer son accès aux marchés étrangers. Elle espère obtenir des succès analogues dans le domaine de l'électronique et a pour cela choisi d'installer dans la province du Guangdong un pôle de l'industrie électronique.

Très concentrés géographiquement, les apports financiers des Chinois d'outre-mer ont aussi un effet stimulant sur l'économie régionale et locale. Les provinces où se concentrent les investissements des Chinois d'outre-mer connaissent ces dernières années une croissance économique et une amélioration du niveau de vie plus rapides que la moyenne chinoise.

Enfin, l'orientation des investissements vers les industries légères et les services contribue à redresser les déséquilibres structurels de l'économie chinoise. Leur essor présente l'avantage de correspondre à une forte demande intérieure, d'être créateur d'emplois, et de contribuer à créer un environnement plus favorable à l'expansion des investissements étrangers dans tous les secteurs.

Les limites

L'effet des investissements est décevant à deux égards :

— D'une part, ils n'impliquent guère de transferts de technologie avancée. En fait Hong Kong a délocalisé en Chine des fabrications pour profiter des bas coûts de la main-d'œuvre et améliorer la compétitivité de ses produits. Pour la Chine l'acquisition de technologies passe davantage par la coopération avec les sociétés des pays occidentaux.

— D'autre part, les investisseurs étrangers, et entre autres ceux de Hong Kong, sont principalement attirés par des perspectives d'accès au marché intérieur chinois et contribuent de manière insuffisante à promouvoir les exportations chinoises.

*

**

Les investissements étrangers en Chine, après avoir encore fortement progressé en 1985 (les contrats signés ont représenté plus de 5 milliards de dollars), ont fléchi en 1986, conduisant le Gouvernement chinois à prendre de nouvelles mesures d'incitation (dispositions facilitant les emprunts, les importations et l'équilibre en devises des entreprises à participation étrangère). A l'avenir, Hong Kong, qui est un intermédiaire important dans les échanges extérieurs de la Chine, pourrait aussi créer un effet d'entraînement à l'égard des autres investisseurs étrangers, en développant par exemple des opérations tripartites associant des entreprises de Hong Kong, de Chine et de pays occidentaux.

ANNEXE

Les différentes formes d'investissements étrangers en Chine, bilan en septembre 1985*En milliards de dollars*

| | |
|--|------|
| Montant total des investissements étrangers | |
| ● capitaux engagés | 14,5 |
| ● capitaux versés | 5,3 |
| Formes d'investissements étrangers | |
| — <i>Entreprises mixtes</i> | |
| ● capitaux engagés | 2,8 |
| ● capitaux versés | 0,8 |
| — <i>Entreprises en gestion conjointe</i> | |
| ● capitaux engagés | 7,3 |
| ● capitaux versés | 1,5 |
| — <i>Entreprises entièrement étrangères</i> | |
| ● capitaux engagés | 0,5 |
| ● capitaux versés | 0,1 |
| — <i>Exploration pétrolière</i> | |
| ● capitaux engagés | 2,4 |
| ● capitaux versés | 1,7 |
| — <i>Autres</i> | |
| ● capitaux engagés | 1,5 |
| ● capitaux versés | 1,2 |